

LOUISA HANOUNE :

«L'amnistie pour les personnes corrompues est un projet insensé»

M^{me} Louisa Hanoune, SG du Parti des travailleurs a, dans la matinée d'hier, animé un meeting au niveau de la Maison de la culture de Sidi-Bel-Abbès en présence d'une foule de sympathisants et de curieux venus écouter le discours que d'aucuns qualifient d'enflammé à l'égard de certaines personnalités du pouvoir.

De prime abord et d'emblée, Louisa Hanoune a entamé son intervention avec le recul des recettes des hydrocarbures constaté. Elle dira que cette situation n'explique pas les déclarations du ministre des Finances qui, lui, a justifié par un déficit de la trésorerie publique. Non, scandera-t-elle, ce déficit s'explique autrement, il réside dans les dépenses pour faire profiter une minorité de gens, pour l'acquisition de projets fara-mineux.

Cette minorité s'est approprié l'argent du peuple avec des projets pour la plupart fictifs, ajoutera-t-elle.

Si cette situation se prolonge, elle va conduire inéluctablement à l'épuisement des Fonds du Trésor public et, cela, peut être une menace pour les deux volets social et économique.

Poursuivant son discours, elle chargera d'emblée le ministre des Finances et lui reproche de pratiquer la politique de la terre brûlée et le militantisme pour le

retour à l'endettement de l'Algérie. Le refuge au crédit de consommation est un leurre voire un piège dangereux, dira-t-elle, car c'est l'occasion inespérée du blanchiment d'argent.

Évoquant Farouk Ksentini, président de la commission des droits de l'Homme, elle dira : «Il propose un projet d'amnistie pour les personnes entachées de corruption dont les noms sont publiés», un projet qu'elle qualifiera de fou.

Au cours de son meeting, Louisa Hanoune a aussi évoqué le retour de Chakib Khelil qu'elle qualifiera de provocateur à l'égard du peuple.

Elle se montrera très incisive à l'égard des gens qui le soutiennent en lui reprochant l'utilisation



Louisa Hanoune très incisive.

des zaouïas à des fins politiques pour dévier le regard dans une utilisation qui pourrait être la

cause de dissidence au sein de ces dernières, ajoutera-t-elle.

A. M.

MOHCINE BELABBAS AUX ASSISES DE L'AILE FÉMININE DU RCD :

«Les femmes demeurent largement marginalisées»

Si elles se sont imposées dans plusieurs domaines de la vie publique et à plusieurs niveaux de responsabilité économique et sociale, l'enseignement et la santé notamment, les femmes demeurent encore marginalisées avec une représentation de seulement 14,9% de la population active.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Une représentation encore beaucoup plus faible au niveau de la sphère politique ou dans les institutions de l'Etat, ou encore dans les entreprises, relève le président du RCD.

S'exprimant, hier vendredi, à l'occasion des assises de l'aile féminine de son parti auxquelles ont pris part près de 600 femmes et filles militantes venues des quatre coins du pays, Mohcine Belabbas qui dit se fier seulement au nombre de femmes dans les structures du pouvoir exécutif, tant au plan national, régional que local, situera la racine du mal dans le code de la famille voté par l'APN en 1984 du temps du parti unique et qui a réintroduit l'inégalité pourtant bannie par le peuple algérien dans son combat pour la liberté et l'indépendance. Et de ressasser un des fondements du parti, l'abrogation de ce code, «la plus grande violence faite aux femmes», comme le dira un peu plus tard, M^e Fetta Sadat, rappelant à l'endroit de certains qui s'en sont appropriés, que les aménagements introduits ces dernières années qui sont d'abord «l'œuvre du combat des femmes particulièrement dans les décennies de terrorisme».

Pour Belabbas, le combat du RCD demeure la promulgation de lois civiles pour tous sans aucune discrimination», considérant ces assises comme un moment privilégié pour faire le bilan des luttes et des acquis et mettre aussi, en relief, la résistance et l'engagement incontestables de la femme dans la libération du pays et la quête du progrès social malgré un environnement, notamment dans sa dimension institutionnelle dominée par un conservatisme caractérisé par des

hostilités, des préjugés et le confort des situations acquises par l'héritage d'archaïsme que la guerre de libération a masqué sans les dissoudre».

Et au président du RCD de récuser la politique volontariste pour faire émerger les femmes dans la vie publique, ayant, à ses yeux, ses limites, considérant que l'option des quotas ou de discrimination positive ont également «leurs travers».

«C'est l'État qui monopolise les médias»

S'exprimant sur l'affaire qui oppose le ministère de la Communication au groupe médiatique *El Khabar*, au sujet de la cession par ce dernier des biens de ses actions à une filiale du groupe Cevital, le président du RCD a estimé que le vrai problème réside dans le «monopole média-

tique illégal exercé par l'Etat, une entité morale». Le plus grave, a-t-il expliqué, est que «des individus se sont emparés des médias publics pour les exploiter dans le dénigrement de l'opposition et des gens qui veulent construire le pays», rappelant, au passage, que son parti est «privé depuis des années, de passage dans ces médias publics».

M. K.

LE MINISTRE DES FINANCES :

«Nous avons un sursis de 3 ans»

«Pour plus de prudence, c'est vrai qu'il faut changer notre économie, c'est vrai qu'il faut assurer de meilleures procédures, mais il faut aussi une dose de citoyenneté», a déclaré ce jeudi le ministre des Finances à partir d'Oran.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Pour le ministre Abderrahmane Benkhalfa, la situation financière du pays, affectée par la chute des prix du pétrole, a un sursis de trois ans, «nous n'avons pas un risque important maintenant», toutefois précise-t-il «il faut changer trois choses essentielles : il faut remplacer les ressources pétrolières par des ressources non pétrolières ; les ressources additionnelles doivent être ramassées à tous les niveaux ; il faut remettre la valeur dans l'économie. L'emprunt obligataire n'est qu'une mesure parmi tant d'autres à venir». Et de préciser à ce sujet à l'intention des opérateurs économiques, des commerçants et des épargnants locaux qu'il faut adhérer à l'emprunt obligataire. «Un moyen, dit-il, pour attirer des milliards de dinars, qui sont

hors des banques, pour les employer dans l'édification de l'économie nationale au lieu de recourir à l'endettement extérieur».

L'occasion de rappeler qu'il faut que l'argent qui «dort» sorte, et de dire à ceux qui voient en cet appel un blanchiment d'argent que l'argent sale n'est pas à l'intérieur du pays. «Nous n'avons pas le droit d'échouer dans les trois ans à venir, car, ainsi, nous remettons en cause la confiance du Président, ainsi que l'équilibre de la société. Nous avons peur pour la nouvelle génération, qui a vécu dans le confort».

Regrettant de constater que la société algérienne gaspille beaucoup, en électricité, gaz, pain, médicaments... «Il faut changer d'attitude, de comportements et se montrer plus responsables», dit-il. Pour M. Abderrahmane Benkhalfa, il



Abderrahmane Benkhalfa, ministre des Finances.

y a deux choses sur lesquelles son ministère travaille, d'une part les administrations qui doivent changer de comportement, notamment celle des domaines et surtout l'administration des impôts, dit-il. «J'ai demandé aux impôts de changer deux choses, Oran est l'une des métropoles économiques les plus importantes, mais avec un niveau d'immatriculation des commerçants faible, il faut aller vers eux, les inciter à s'inscrire et élargir l'assiette».

Autre reproche que le ministre a fait aux services des impôts, le niveau faible de

recouvrement. «Je suis contre le contentieux fiscal parce qu'il prend trop de temps à être résolu, il vaut mieux être efficace dans le recouvrement».

Pour le ministre des Finances, lorsque l'administration centrale n'est pas à la portée de l'économie locale «nous sommes dans la déficience».

En conclusion, pour le ministre des Finances, il faut que les impôts travaillent beaucoup, il en est de même pour le milieu d'affaires, les banques quant à elles doivent, dira le ministre, continuer à ramasser les ressources.

A. B.